

TABLE RONDE

MAI 68

Quel impact sur les nouveaux mouvements sociaux ?

Propos retranscrits par Frédéric Braun

Une table ronde, organisée en partenariat avec la radio 100,7 a réuni la féministe Danny Gaasch, le Vert Robert Garcia et l'historien Michel Pauly pour une mise au point.

Robert Garcia, né en 1955, avez-vous été influencé par Mai 68 ? Vous avez été membre et fondateur d'une partie des nouveaux mouvements sociaux au Luxembourg...

Robert Garcia : J'ai toujours été plutôt anarchiste. J'étais à l'université entre 1974 et 1980, mais dans les mouvements de base, j'ai toujours été en marge. J'ai levé le poing à certaines manifestations, mais je n'ai jamais été actif sur le plan de l'organisation. Pour moi, les mouvements sociaux naissent après ma rencontre au Brésil avec celui que je considère comme étant le seul révolutionnaire luxembourgeois, un curé qui a effectué un travail remarquable dans les favelas de Recife et qui m'a beaucoup influencé. C'est à mon retour vers 1980-1981 que je me suis dit qu'un nouveau mouvement social ne pouvait pas rester quelque chose de spontané, mais devait être organisé.

Michel Pauly, vous êtes né en 1952. En réaction à l'invitation dans l'émission d'aujourd'hui, vous avez déclaré que Mai 68 aurait seulement eu lieu au Luxembourg en 1971.

Michel Pauly : Il faudrait voir cela au cas par cas. En ce qui me concerne, je faisais partie d'un mouvement social qui s'appelait « Jugendpor Lëtzebuerg » et qui est né en 1972. Mais j'aimerais rebondir sur une chose qu'a dite Robert Garcia : c'est que l'événement 1968 a un prélude, et je

le situerais, même si cela peut étonner, au sein de l'Église catholique, qui entre 1962 et 1965 a organisé le deuxième concile du Vatican, où le dogmatisme et le ritualisme, qui n'ont pas seulement caractérisé l'Église catholique mais la société entière, ont été remis en question.

Danny Gaasch, vous qui êtes née en 1952, en quel sens avez-vous été influencée par les événements de 1968 ?

Danny Gaasch : J'ai eu la chance de vivre tout cela de près. À l'époque,

j'avais 17 ans et j'étais étudiante dans une petite ville près de Berkeley, où se trouve l'université de Californie. C'est à ce moment-là qu'est né le mouvement américain des étudiants, que j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt, quitte à n'avoir pas été très active. Ce qui me fascinait encore davantage, c'était les actions de protestation des Afro-Américains. J'étais très révoltée. Cela faisait un moment que je vivais aux États-Unis et j'avais été témoin du racisme de l'Amérique blanche autour de moi. D'où mon intérêt pour les Black Panthers. Ça a été une année très importante pour moi, et je

pense que cela a été déterminant dans mon choix ultérieur de devenir active sur le plan politique.

Est-ce que les mouvements dont vous faisiez partie étaient des clubs élitaires ou des mouvements au sein desquels toutes les couches sociales étaient représentées ?

Robert Garcia : Élitaires... cela voudrait dire que les mouvements en question auraient été fermés aux non-intellectuels. Ils étaient élitaires dans le sens où l'on s'intéressait à des concepts qui ne se limitaient pas aux hausses de salaire ou à la réduction du temps de travail. Il s'agissait d'esquisser des modèles sociaux qui dépassaient, disons, la lutte quotidienne. De façon indirecte donc, ils étaient élitaires, mais pas dans le sens où ils auraient été fermés sur eux-mêmes. Ce n'étaient pas des clubs.

Travail de persuasion

Michel Pauly : L'ambition principale du milieu auquel j'appartenais était de s'engager auprès des « Friemaar-bechter » (travailleurs immigrés, ndlr), c'est-à-dire en faveur de ceux parmi nos citoyens qui arrivaient de façon massive depuis le Portugal dans les années 1970, souvent de manière illégale, parce qu'ils s'étaient soustraits au service militaire. Il s'agissait très concrètement d'aider. C'est à ce moment-là que naît une organisation comme l'União (plus tard Asti). Je ne parlerais donc pas d'élitisme, même si je sais très bien que la revue que nous avons lancée plus tard, sous le nom de Forum, ne s'adresse pas précisément à un public ouvrier.

THE TIMES THEY ARE A-CHANGIN'!

De radio 100,7 an d'Wochenzeitung woxx presentéieren eng Serie vu Ronndëschgesprécher

D'Studenterevolt viru 50 Joer war méi wéi en Happening, si war e gesellschaftleche Broch an en Opbroch an eng nei Zäit. Op d'Nowéie vun där Revolt gi mir an dräi Ronndëschgesprécher zu ganz ënnerschiddlechen Themeblick an, déi awer all zu den Auswierkunge vun 1968 gehéieren. Dobäi ënnerhale mir eis mat Leit, déi deemools aktiv involvéiert waren.

27.5.

um 09:04 a 15:00

Wer sich nicht wehrt, lebt verkehrt!

Net nokucken, mee sech selwer engagéiere géint gesellschaftlech Mësstänn — dat war vu Mee '68 un de Motto. An de siwenzeger Jore sinn nei Bewegungen entstanen, déi sech fir eng gerecht Drëtt-Welt-Politik, Fridden tëscht Ost a West oder de Kampf géint d'Atomkraaft agesat hunn.

17.6.

um 09:04 a 15:00

School's out

De Proffestreik vun 1969 gouf ënnerstëtzt vun deene Jonken. Aus dem Ras-le-bol iwwer eng verstëbsten an autoritär Schoulpolitik hu sech Forderungen no Chancëgläichheet vun alle SchülerInnen entwéckelt.

1.7.

um 09:04 a 15:00

Dat Perséinlecht ass politesch

1968, dat ass d'Afrostelle vun der traditioneller Famill, vu sexueller Prüderie a vun der Rollenopdeeling tëscht Mann a Fra. Politik an der éischer Persoun goung vun neie kollektive Wunnformen iwwer fréi Léift a Selbstbestimmung vun der Fra bis zu der Forderung vu Rechter fir Homosexueller.



PHOTO : PIA OPPEL / RADIO 100,7

Passons à présent à l'analyse de quelques-uns de ces mouvements, en premier lieu le mouvement tiers-mondiste. Généralement, quand on évoque des associations de solidarité avec le Tiers Monde, on pense à des organismes établis, en lien étroit avec le ministère de la Coopération. Qu'en était-il à l'époque, Robert Garcia ?

Robert Garcia : L'ASTM (Action solidarité Tiers Monde, ndlr), fondée en 1969 et d'orientation catholique mais pas uniquement, est un mouvement qui, comme a dit Michel Pauly, a démantelé les structures encroûtées de l'Église, dont la vue caritative sur le prétendu Tiers Monde. On se souvient tous de cette figurine du petit Noir qui hochait la tête quand on introduisait une pièce de monnaie... Je me souviens qu'au début où j'y travaillais, il y avait là Richard Graf avec ses cheveux longs, assis au milieu de vieux cathos. C'étaient deux mondes différents. C'était presque une forme d'entrisme, comme on appelait cela à l'époque (stratégie qui consiste à faire entrer des militants dans une organisation rivale, ndlr). C'était un travail de persuasion qui a duré dix, vingt, trente ans, jusqu'à ce que ces gens adoptent un autre point de vue. Et cela a été très important pour le mouvement tiers-mondiste.

Michel Pauly, la création de l'ASTM a eu lieu en 1969, peu de temps après 1968. Comment interpréter cette échelle temporelle ?

Michel Pauly : Je pense que 1968 a eu un certain impact intellectuel au Luxembourg, mais que tout cela ne s'est pas construit en même temps.

C'est en fonction des sensibilités, des intérêts ou des défis individuels que des personnes se sont intéressées à un secteur différent de la très problématique société dans laquelle nous vivions à l'époque. Cela est vrai aussi pour l'Église catholique : au sein de la paroisse de jeunesse dans laquelle j'ai été actif, par exemple, des gens ont estimé que le cadre étroit, aligné sur le parti chrétien-social, conservateur et anticommuniste du Luxemburger Wort était devenu intenable pour nous chrétiens, ce qui a conduit à une remise en question de ce genre de travail de la presse.

Venons à présent au mouvement pour la paix. Un sujet très important des années 1970-1980 a été la paix Est-Ouest. Déclenché par quoi, Danny Gaasch ?

Danny Gaasch : Ce qui a déclenché le mouvement pour la paix au début des années 1980, c'était la double décision de l'Otan (crise des euromissiles, ndlr). C'est en réaction à cela que dans toute l'Europe sont nés des mouvements pour la paix et qu'au Luxembourg j'ai décidé avec « Muck » Huss de faire de même. Nous avons rassemblé des gens autour de nous qui partageaient nos convictions, amis et connaissances, mais aussi des gens issus de mouvements sociaux ou de partis politiques, comme le KPL ou la LCR alors formée de trotskystes, et nous avons fondé le Comité pour la paix, dans le but d'empêcher la course à l'armement occidentale. Car nous étions d'avis que la menace émanait non pas de l'Est et du bloc soviétique mais de l'Ouest. Un an plus tard, un événement national est venu s'y ajouter, quand le gouverne-

ment a pris la décision d'installer un camp militaire à Sanem. Ce qui a eu pour effet de grossir les rangs du comité de gens spécifiquement opposés au camp militaire.

Il y a eu d'un côté la protestation contre la course à l'armement nucléaire et de l'autre la critique de son usage civil. Dans certains pays, ces deux thématiques étaient inséparables. Qu'en était-il au Luxembourg ?

Danny Gaasch : L'usage civil du nucléaire avait déjà fait l'objet de discussions. Je me souviens qu'à mon retour de l'université en 1974, il existait un mouvement contre la centrale nucléaire de Remerschen, puis contre celle de Cattenom, une fois que Remerschen a été abandonnée. C'était bien avant la « Friddensbewegung ».

Michel Pauly : Le numéro 10 du magazine « Forum », qui aujourd'hui s'approche de la 400e édition, contenait un dossier sur le nucléaire. Compilé par Charles Staudt, il a été à l'époque la publication la plus significative sur le sujet, d'ailleurs reprise par le Mouvement écologique. C'était antérieur à la « Friddensbewegung ». Le mouvement contre le nucléaire a été, lui, un véritable mouvement de masse.

Actions pacifiques

Comment expliquer le fait que cela ait pris une telle ampleur au Luxembourg ? Cela avait commencé avec la crise du pétrole en 1973, et ensuite les gens se sont mobilisés massivement d'abord pour Remerschen, puis Cattenom. Étonnant !

Michel Pauly : Que la peur ait joué un rôle, c'est un fait. Mais il y a d'autres explications, comme le centralisme dans la production d'énergie ou la question des déchets. Que se passe-t-il avec les déchets nucléaires ? Question qui n'est toujours pas résolue. Après, que le mouvement autour de Cattenom ait pris une telle ampleur, c'était certainement lié aussi à l'incroyable insolence des Français, qui consiste à installer des centrales nucléaires le long des frontières. Cattenom, Fessenheim...

Au sein de ces mouvements, quelle était la place accordée aux discussions sur les formes adaptées de protestation ? Y était-il question de violence ?

Danny Gaasch : Je ne me souviens pas que la violence ait jamais été une question. En tant que « Friddenskomitee », nous nous sommes rencontrés régulièrement pour réfléchir à des tracts, organiser des actions d'information ou inviter des personnes connues à l'étranger à venir au Luxembourg, comme Gert Bastian, coinitiateur du « Krefelder Appell » émis par d'anciens généraux de la Bundeswehr qui refusaient le cap pris par l'Otan ; ou bien Oskar Lafontaine, membre à l'époque du SPD et ministre-président de la Sarre. Le plus important a été toutefois les manifestations pour la paix que nous organisions, aussi bien contre le camp militaire de Sanem que durant la crise des missiles, dont la dernière avait rassemblé près de 5.000 personnes.

Robert Garcia : J'étais étudiant en Allemagne au moment où la Fraction armée rouge était à son apogée. Je

TABLE RONDE



PHOTOS : PIA OPPEL / RADIO 100,7

Danny Gaasch, Robert Garcia et Michel Pauly à réécouter ce dimanche à 9h04 et 15h sur la radio 100,7.

n'ai jamais été sympathisant, mais disons que j'ai compris comment, dans une situation explosive, certains pouvaient péter les plombs et faire usage de violence, pourtant insensée. Cela m'a travaillé intellectuellement, cette question de savoir si la société doit être transformée par la voie démocratique et réformiste, à travers l'entrisme ou la longue marche à travers les institutions, qui a mené à la création des Verts, ou s'il fallait au contraire passer par des actions violentes. Il faut reconnaître que ces actions, aussi insensées qu'elles paraissent, atteignent parfois leur but, comme ce fut le cas à Gênes, par exemple. On ne peut pas condamner cela depuis le confort de son fauteuil luxembourgeois. Après tout, Mai 68 était violent aussi. Si on n'avait pas jeté des pavés en l'air, rien n'aurait probablement changé.

Danny Gaasch : Je donne raison à Robert Garcia. À l'étranger, les manifestations ont souvent été réprimées dans la violence. Une amie à moi a vu des policiers donner des coups de pied dans le ventre à une femme en fin de grossesse. C'est cela qui fait naître une contre-violence. Le Luxembourg de l'époque, au contraire, a été un petit pays placide où tout s'est toujours passé de manière très pacifique.

Pourquoi, Robert Garcia, l'engagement civil s'est-il transformé peu à peu en engagement pour la politique d'un parti ?

Robert Garcia : En 1982-1983, la panoplie de gens était très large : il y avait les frustrés du LSAP, du KP, d'autres mouvements de gauche, dont les catholiques de gauche, comme on les appelait, et qui aujourd'hui font tou-

jours de la politique, parce que c'était des professionnels de la politique bien avant qu'ils ou elles n'entrent à la Chambre des députés. Moi-même, j'ai toujours estimé que le parti des Verts était un moyen pour faire entrer les nouveaux mouvements sociaux dans l'arène politique et pour les rapprocher de la réalité.

Danny Gaasch, vous n'avez jamais entrepris de vous engager politiquement. Pour quelle raison ?

Danny Gaasch : 1983 et la crise des euromissiles marquaient l'échec de la « Friddensbewegung », qui est passée à la trappe. Sur un plan personnel, j'étais extrêmement déçue, parce que j'avais cru dur comme fer qu'on allait réussir à empêcher la course à l'armement. En quelque sorte, c'était la fin d'un monde et pour moi, c'est en 1983 que Mai 68 a pris fin.

Défis actuels

Dès lors, pourquoi n'avez-vous pas envisagé l'engagement politique au sein d'un parti ?

Danny Gaasch : J'ai bien sûr continué à m'engager notamment au sein du Mouvement de libération des femmes (MDL), mais pour moi, c'était l'ordre économique capitaliste qui était à l'origine des problèmes de notre temps. Après avoir encaissé cet échec, je n'ai plus cru qu'on allait réussir à lui opposer quoi que ce soit. Et j'ai eu raison.

N'y a-t-il pas eu aussi une certaine exaspération devant le fait qu'en tant qu'association, on n'est jamais vraiment pris au sérieux par l'appareil d'État et le gouvernement ?

Robert Garcia : Sans doute, et je pense aux jeunes qui nous écoutent, qui ne savent même pas qu'il existait deux partis des Verts et que le parti n'a pas toujours porté ce nom. Au contraire, il s'est appelé « Déi Gréng Alternativ » parce que précisément on n'a pas voulu être un parti mais un mouvement au sein du système - ce qui est une illusion, parce qu'on finit toujours tôt ou tard par l'intégrer. Prenons Camille Gira ou Claude Turmes, qui tous les deux ont fait partie du Mouvement écologique, mais ont compris très vite que s'ils restaient dans les mouvements sociaux, ils n'obtiendraient jamais l'efficacité recherchée. Cela est surtout vrai pour Camille Gira qui, le premier, a exercé des responsabilités. Nous avons été longtemps dans l'opposition. On peut dessiner des utopies sur un mur... or lui était réaliste, et son mérite génial a été d'introduire l'écologie dans les salons en prouvant que les Verts n'étaient pas qu'une assemblée de fous qui bavardaient sans rien apporter. C'est cela qui a motivé beaucoup de gens à sortir de l'action sectorielle des ONG pour se diriger vers quelque chose de plus global.

Aujourd'hui, quel est l'héritage de ces mouvements ?

Michel Pauly : Je constate une plus grande sérénité par rapport à beaucoup de choses. Le fait que je puisse enseigner sans cravate, c'est le résultat de Mai 68. De même qu'il est symptomatique qu'avec la fin du dogmatisme, de l'austérité, de l'autoritarisme, du rituel, une brèche se soit ouverte, grâce à laquelle notre liberté de pensée est devenue plus grande. Les événements de 1968 en ont mar-

qué le point culminant, mais c'était loin d'être terminé.

Robert Garcia : Si dans les années 1970, on avait dit qu'il fallait ouvrir des crèches et que des hommes allaient prendre le congé parental, on ne nous aurait pas crus. Après tout, un peu auparavant seulement, les femmes étaient toujours obligées de demander l'avis de leur époux pour ouvrir un compte bancaire ou passer le permis de conduire. C'est dingue. Le dépoussiérage qui a eu lieu a donc été d'ordre tout à fait historique et a été, à mes yeux, beaucoup plus important encore que l'aspect politique des partis.

Danny Gaasch : Quand Michel Pauly parle de sérénité, j'ai envie de crier. Évidemment, on constate une sérénité dans la vie de tous les jours et c'est une bonne chose, mais je trouve qu'il serait néanmoins important de rester un peu moins serein devant les défis actuels de notre société. À la suite de Mai 68 et des nouveaux mouvements sociaux des années 1980, d'autres mouvements devraient se créer. Je me félicite de la création, par exemple, d'un Forum pour la paix sociale et j'espère qu'ils et elles seront beaucoup à s'engager politiquement, tout comme nous l'avons fait.

Table ronde animée par Pia Oppel (radio 100, 7) et Renée Wagener (woxx).